



Ce document a été mis en ligne par l'organisme [FormaV®](#)

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour en savoir plus sur nos formations disponibles, veuillez visiter :

www.formav.co/explorer

Corrigé du sujet d'examen - Bac STMG - Management, sciences de gestion et numérique - Session 2022

Correction de l'épreuve de Droit et Économie

BAC TECHNOLOGIQUE - SESSION 2022

Durée de l'épreuve : 4 heures

Coefficient : 16

PARTIE JURIDIQUE

L'objectif de cette partie est d'analyser une situation juridique et de répondre à des questions en utilisant des qualifications juridiques et des connaissances en droit du travail.

Question 1 : Résumé des faits

Énoncé : Résumer la situation juridique en utilisant des qualifications juridiques.

Correction : Madame SIMON, agent de sécurité employée en contrat à durée indéterminée à temps plein, se voit proposer une mutation à Marseille suite à la non-renouvellement d'un contrat par son employeur, SécuritéPlus, en raison de la perte d'un client. Elle refuse, invoquant des raisons personnelles et professionnelles. Son refus entraîne son licenciement.

Question 2 : Argumentation de Madame SIMON

Énoncé : Développer l'argumentation juridique que Madame SIMON peut avancer pour contester son licenciement.

Correction : Madame SIMON peut contester son licenciement en s'appuyant sur plusieurs arguments :

- **Violation de la clause de mobilité :** Selon l'article 6 du contrat de travail, la clause de mobilité doit être mise en œuvre dans le respect des conditions de travail habituelles. La distance de 230 km peut constituer une modification substantielle du contrat de travail.
- **Caractère raisonnable des circonstances :** Les raisons invoquées pour refuser la mutation (difficultés personnelles et familiales) peuvent être considérées comme légitimes selon le principe de protection de la vie personnelle et familiale, tel que stipulé dans l'article L1121-1 du Code du travail.
- **Absence d'alternative :** Madame SIMON mentionne d'autres centres commerciaux plus proches. L'employeur a l'obligation de proposer un poste dans un lieu raisonnablement accessible.

Question 3 : Argumentation de la société SécuritéPlus

Énoncé : Développer l'argumentation juridique que la société SécuritéPlus peut lui opposer.

Correction : La société SécuritéPlus peut défendre la légalité de son licenciement en argumentant que :

- **Application de la clause de mobilité :** L'article 6 mentionne clairement que le poste peut être déplacé partout dans le territoire national. La société justifie le besoin de mutation par la perte de contrat.

- **Respect de la clause contractuelle** : Le refus de Madame SIMON peut être considéré comme fautif, entraînant une rupture de son contrat de travail.
- **Résilience de l'employeur** : SécuritéPlus souligne que la mutation est nécessaire pour préserver son activité et que le licenciement est une mesure proportionnée face à la situation économique.

Question 4a : Limites à la liberté contractuelle de l'employeur

Énoncé : Expliquer pour quelles raisons le législateur impose des limites à la liberté contractuelle de l'employeur.

Correction : Le législateur impose des limites à la liberté contractuelle de l'employeur pour :

- **Protéger les droits des employés** : Les travailleurs doivent disposer de droits minimaux garantis par le Code du travail, incluant la sécurité de l'emploi et des conditions de travail décentes.
- **Équité dans les relations de travail** : Limiter la liberté contractuelle permet de prévenir les abus de la part des employeurs face à des salariés potentiellement dans une position de vulnérabilité.
- **Assurer la stabilité sociale** : En encadrant la relation de travail, le législateur favorise le dialogue social et des conditions de travail plus équilibrées.

| PARTIE ÉCONOMIQUE

L'objectif de cette partie est d'évaluer les connaissances en économie à travers des questions concernant la dette publique, les dépenses publiques et les mesures de protection sociale.

Question 1 : Déficit public et dette publique

Énoncé : Distinguer les notions de déficit public et de dette publique.

Correction :

- **Déficit public** : Situation où les dépenses d'un État dépassent ses recettes sur une période donnée (généralement une année), ce qui entraîne un besoin de financement par l'emprunt.
- **Dette publique** : Total des emprunts accumulés par l'État à un moment donné, résultant des déficits passés et représentant une obligation de remboursement future.

Question 2 : Évolution de la dette publique (2010-2020)

Énoncé : Commenter l'évolution de la dette publique en France entre 2010 et 2020.

Correction : Entre 2010 et 2020, la dette publique en France a connu une augmentation significative. Selon l'annexe 1, la dette est passée de près de 1 500 milliards d'euros à environ 2 600 milliards d'euros. Cette augmentation résulte principalement des mesures de soutien à l'économie, notamment en réponse à la crise économique de 2008 et plus récemment à la crise sanitaire liée au COVID-19, ayant conduit à une hausse des déficits.

Question 3 : Importance de la protection sociale

Énoncé : Montrer l'importance de la protection sociale dans les dépenses publiques.

Correction : La protection sociale représente un poste crucial dans les dépenses publiques, avec environ 572 euros par mille euros de dépense publique en 2019 (annexe 2). Elle couvre les domaines suivants :

- **Retraites :** Contribue à la sécurité des personnes âgées et constitue la part la plus importante.
- **Santé :** Garantit l'accès aux soins, particulièrement en période de crise sanitaire.
- **Aide au logement et chômage :** Soutient les ménages en difficulté et maintient la consommation.

La protection sociale joue un rôle redistributif majeur et contribue à la cohésion sociale.

Question 4 : Mesures récentes de l'État

Énoncé : Identifier les mesures récentes engagées par l'État pour lutter contre les risques auxquels sont confrontés les ménages.

Correction : Parmi les mesures récentes, mentionnons :

- **Aide à l'emploi des jeunes :** Introduite en 2020, elle se monte à 6,5 milliards d'euros pour favoriser l'embauche d'une main-d'œuvre jeune, avec des primes importantes pour les entreprises (annexe 5).
- **Allocation de soutien familial :** Mise en place pour aider les parents isolés, offrant un soutien financier direct (annexe 3).
- **Mesures d'urgence liées à la crise sanitaire :** Diverses subventions et aides temporaires ont été lancées pour soutenir les ménages en difficulté durant la pandémie.

Question : Argumentation au choix

Énoncé : Rédigez une argumentation pour une des deux questions suivantes : 5a ou 5b.

5a. Le système de protection sociale français est-il efficace pour lutter contre les risques sociaux ?

Correction : Pour évaluer l'efficacité du système de protection sociale, il convient de considérer :

- **Couverture et accessibilité :** La France offre une large couverture de ses citoyens, mais des inégalités persistent notamment pour les plus précaires.
- **Adaptabilité :** Le système a su s'adapter à des crises, mais il doit encore évoluer face à des changements rapides du marché de l'emploi et aux nouvelles formes de précarité.
- **Évaluation des dispositifs :** Bien qu'efficace en théorie, certains dispositifs ne répondent pas totalement aux besoins spécifiques de toutes les catégories de population (comme les mères célibataires et les travailleurs précaires).

En conclusion, le système est globalement efficace mais nécessite des améliorations pour répondre aux défis contemporains.

| Conseils pratiques

- **Gestion du temps :** Répartissez équitablement le temps entre les différentes questions, en priorisant celles qui vous semblent plus simples.
- **Structuration des réponses :** Veillez à structurer vos réponses de manière logique (introduction, développement, conclusion).
- **Références juridiques :** Utilisez des références précises aux articles de lois ou codes lorsque

vous fondez votre réponse, cela renforce votre argumentation.

- **Analyse approfondie** : Prenez le temps d'analyser les annexes et les chiffres fournis pour illustrer vos réponses et enrichir vos arguments.
- **Précision et clarté** : Exprimez-vous clairement et de manière concise, en évitant le jargon inutile pour faciliter la compréhension.

© **FormaV EI. Tous droits réservés.**

Propriété exclusive de FormaV. Toute reproduction ou diffusion interdite sans autorisation.

Copyright © 2026 FormaV. Tous droits réservés.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.